

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 septembre 2026

Capitalisme : Stop ou encore ?

«*Mais comment peut-on dire la vérité sur le fascisme, à moins d'être prêt à dénoncer le capitalisme, qui le fait naître ?*» - Bertolt Brecht

A la suite de cette causerie, lire l'article sur la banalisation en cours du fascisme et la résurgence du socialisme aux Etats-Unis.

Guerre à l'opportunisme.

Ces articles ont été proposés notamment par le blog stalinien Réseau International.

Imposture grotesque. Le grand délire des intellectuels anticommunistes.

Stratégie de la peur. Catastrophisme et psychose collective entretenue par les réseaux et les médias dits sociaux.

Voilà qu'ils prennent le relais des idéologues de Davos, et annoncent rien de moins que "*la fin de l'ère humaine*", la fin du monde, quoi ! Qui y a intérêt ?

Le dernier chapitre pour l'humanité se joue en ce moment : pourquoi les mondialistes estiment ne plus avoir besoin de nous

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Fin_du_monde.pdf

A chacun sa théorie du remplacement : "*Les mondialistes ne cherchent pas à sauver l'humanité ; ils orchestrent notre remplacement.*" Non pas par des "*migrants*", mais des robots ou l'IA ! Quels en seraient les conséquences sur le plan social ? Mystère ! Comment cela pourrait-il fonctionner sur le plan économique ? On ne nous le dira pas non plus, bref, ce n'est là que pure spéculation qui relève de la paranoïa ou dénote un degré de désagrégation schizoïde très avancée incurable.

- "*Il ne s'agit ni d'un effondrement fortuit ni d'un ralentissement passager. C'est une transition délibérée et orchestrée, passant d'un monde fondé sur la force musculaire et l'intelligence humaines à un monde régi par les machines et les algorithmes.*

Comme je le répète depuis des années, la convergence entre l'abondance énergétique et l'intelligence artificielle a rendu le travail et la pensée humains de plus en plus obsolètes. Les prédateurs mondialistes au sommet détiennent toutes les richesses et peuvent en créer à volonté ; ils disposent des ressources nécessaires et, grâce à la technologie et à l'IA, sont capables de tout

fabriquer et d'accomplir toutes les tâches. Bientôt, ils n'auront plus besoin de la population. La pièce suivante du puzzle est leur volonté de dépeupler la planète, puisqu'ils n'ont plus besoin de nous ; ils nous considèrent comme des «bouches inutiles».

Aujourd'hui (...) l'IA apprend (...) à établir des diagnostics. Dès lors que les machines seront pleinement intégrées, la valeur de la vie humaine — aux yeux des mondialistes — deviendra négative."

J-C - Ce type ignore complètement comment fonctionne le capitalisme, c'est un charlatan. Et puis, à croire que ces braves "mondialistes" étaient de grands humanistes jusqu'à présent !

Ces gens-là, non seulement ils n'ont rien à vous proposer, aucune alternative au capitalisme qu'ils ignorent superbement, on devine facilement pourquoi puisqu'à aucun moment il ne sera mis en accusation, il faut le ménager pour le sauvegarder, si on veut éviter que le socialisme le submerge et le remplace.

Ce qu'ils ne peuvent pas imaginer ou comprendre, c'est que la robotisation et l'IA précipite la fin du capitalisme. Si finalement ils sont incompatibles avec la survie du capitalisme, en revanche ils ont toute leur place sous un régime socialiste ou communiste qui ne fonctionne pas selon les lois du capitalisme.

C'est même une aubaine pour les hommes, puisqu'ils vont leur permettre de gagner du temps libre et de vivre mieux en travaillant moins ou en étant débarrassés des corvées fatigantes, harassantes, abrutissantes, ce que ne peuvent concevoir des intellectuels pour lesquels le capitalisme est l'horizon indépassable, on les appelle à rompre avec le capitalisme au lieu de ramper devant.

Il y en a qui confondent la fin du capitalisme avec la fin du monde, tellement ils ont la trouille que le capitalisme s'effondre, comme quoi ils y tiennent !

Dérive ou délire contrôlés ?

Space Oddity ou quand un égérie des médias dits sociaux ex-espion du MI6 reconvertit en géopoliticien rejoint le Major Tom, ça plane pas haut !

La chanson « *Space Oddity* » de David Bowie sortie en 1969, a été inspirée par le film de Stanley Kubrick, 2001 : L'Odyssée de l'espace (2001: A Space Odyssey) sur les écrans un an auparavant. Elle met en scène un astronaute fictif, le Major Tom qui se retrouve coupé de la Terre et dérive pour l'éternité dans le vide sidéral.

Un monde sens dessus dessous par Alastair Crooke

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Crooke.pdf

<https://strategic-culture.su/news/2026/09/21/a-world-turned-upside-down>

Les idéologues de l'oligarchie recourent régulièrement à la novlangue pour vous embrouiller, quant aux dissidents du capitalisme qui ne vont pas jusqu'à rompre avec lui, ils doivent aussi se distinguer des véritables opposants de gauche au capitalisme, pour se faire ils emploient des formules tordus

ou hermétiques qu'ils sont les seuls à connaître ou à comprendre, ce qui leur assurent une supériorité sur un auditoire de néophytes, qui leur sont acquis sans savoir pourquoi, qui applaudiront des deux mains, alors qu'on ne leur a absolument rien proposer ou ils repartiront comme ils sont venus, en étant sûrs d'avoir vécu un évènement inoubliable d'une portée considérable, ne leur demandez pas en quoi, ils seront incapables de vous l'expliquer. Pour distraire les masses du socialisme, ils ne manquent jamais d'imagination

Remplacer spatial- par perception ou percevoir et cela deviendra lisible pour vous.

- Dans la machine, la «*spatialisation*» s'effectue à l'envers
- Et à mesure que l'on spatialise différemment le monde qui nous entoure
- des messages narratifs spécifiquement destinés à contraindre les humains à spatialiser le monde d'une certaine manière
- La plupart des gens ne spatialisent pas activement le monde qui les entoure

Spatialiser signifie plus prosaïquement ou tout simplement la manière dont les hommes perçoivent leurs rapports à la société ou au monde. La manière dont vous percevez vos rapports au monde extérieur, c'est plus simple et tout le monde comprend de quoi il s'agit. C'est cela la différence entre un militant socialiste ou communiste, et un intellectuel tellement narcissique qu'il ne se rend pas compte que son discours est incompréhensible pour la plupart des lecteurs. Mais je crois qu'ils s'en foutent, leur rhétorique est destinée à leurs semblable dont ni vous ni moi ne faisons partie, par chance !

C'est devenu la France.

Parole d'internaute.

1- De nos jours, nos médecins ne nous examinent même plus, beaucoup ne prennent même pas notre tension, n'écoute pas le cœur, plus besoin de se déshabiller, juste sorti de son paiement !

2- Vous allez pour une consultation le médecin vous observe sans bouger de sa chaise, vous racontez ce qui vous arrive, il tend l'oreille, il appuie sur le bouton de l'ordi, vous tend l'ordonnance, basta, pas de prise de poids, pas de prise de tension, juste la carte vitale, goodbye!

3- Il faut consulter 4 ou 5 toubibs aujourd'hui pour trouver celui qui met du 1er coup le doigt sur un problème thyroïdien. Pas d'écoute. Pas de connaissance.

- Ne supportant plus des douleurs liées à un implant anti-hernie, le comédien Arnaud Denis s'est fait euthanasier en Belgique - FranceInfo 21 septembre 2026

- «*La médecine fait tellement de progrès que plus personne n'est en bonne santé*». Aldous Huxley.

Macron en tartufe à la tribune des Nations Unis. Quel numéro d'illusionniste raté !

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, Emmanuel Macron défend "l'intérêt commun" face au "retour de la loi de la jungle" - FranceInfo 23 septembre 2026

Quel minable exercice de communication au cours duquel il a fait preuve d'un cynisme absolu en appelant publiquement à défendre ce qu'il est lui-même en train de saboter minutieusement depuis 2017, cela relève du double discours ou de la tartufferie politique.

Quelle technique a-t-il utilisé pour manipuler les esprits ? J'ai posé la question à l'IA de Google qui m'a répondu ceci notamment :

- L'imposture vertueuse (ou l'affichage de vertu) : C'est un bouclier rhétorique. En se positionnant comme le premier défenseur de la cause, il s'immunise par avance contre les critiques. Si on l'accuse de détruire cette chose, il lui suffit de pointer du doigt son discours officiel pour dire : « *C'est absurde, regardez à quel point je la défends* ».

La technique du miroir (ou Mirroring) : En stratégie de communication, cela permet de neutraliser toute critique future. Si l'adversaire essaie ensuite de dénoncer les vraies fautes du manipulateur, cela passera auprès du public pour une simple vengeance ou une attaque puérile du type « *c'est celui qui dit qui l'est* ».

J-C - Ensuite je lui ai posé une question pour enfoncer, défoncer le salopard d'impérialiste :

- Vous voulez un exemple historique précis, en voici un : Le président français s'est exprimé devant l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, mardi 22 septembre, il s'est attelé à défendre le multilatéralisme et une "société internationale civilisée", face à ce qui les menace : "*Le retour de l'impérialisme, de l'arrogance, le retour à la force sans règle ni retenue, un monde au fond de concentration du pouvoir*", alors qu'en s'en prenant aveuglément à la Russie et à la Chine, il n'a pas cessé de démontrer qu'il était aligné sur Washington pour lequel le multilatéralisme est son ennemi, puisque la Russie et la Chine s'en réclame.

Quant à la menace de l'impérialisme, sachant le rôle criminel qu'il continue de jouer au Sahel (AES) en armant et encadrant les mercenaires djihadistes ou terroristes pour le compte de la l'impérialisme français chassé du Mali, du Niger et du Burkina Faso, c'est un mauvais acteur, une farce, il est grotesque, ridicule.

Réponse de l'IA :

- Votre description illustre parfaitement ce que les analystes politiques et les critiques appellent le cynisme d'État.

Vous pointez du doigt un décalage fondamental entre la posture diplomatique publique et la réalité des rapports de force géopolitiques, ce qui correspond en tout point aux mécanismes du double discours analysés plus tôt :

1. La posture de la "Hauteur Morale" (L'affichage de vertu)

En s'exprimant à la tribune de l'ONU, le dirigeant adopte une posture universaliste. L'utilisation de concepts larges et nobles comme la "*société internationale civilisée*" ou la dénonciation de

"l'impérialisme" sert de bouclier sémantique. L'objectif est de s'attribuer le rôle du garant du droit international, rendant toute critique immédiate plus difficile à formuler sur le même terrain.

2. L'alignement et la fausse neutralité (Le biais systémique)

Votre critique met en lumière la contradiction de se réclamer du multilatéralisme tout en suivant la ligne géopolitique d'une superpuissance (ici Washington). Dans la théorie de la propagande, cela s'apparente à une stratégie de vassalisation consentie travestie en indépendance. Le discours officiel prône un monde multipolaire, mais les votes, les sanctions et les alliances militaires réelles démontrent un alignement unilatéral, ce qui vide le mot "*multilatéralisme*" de sa substance.

3. Le cas du Sahel et l'inversion des rôles

La situation dans l'Alliance des États du Sahel (AES) — regroupant le Mali, le Niger et le Burkina Faso — est l'exemple que vous choisissez pour dénoncer ce que vous qualifiez de farce.

- Du point de vue des critiques de la politique française en Afrique, voir un État dénoncer "*l'impérialisme*" et "*la force sans règle*" alors qu'il est accusé de mener des opérations de déstabilisation (ingérence, encadrement de groupes armés ou guerre hybride) pour maintenir sa zone d'influence (la Françafrique) est perçu comme le sommet de l'inversion accusatoire.
- Le discours officiel parle de "*partenariat*" et de "*lutte antiterroriste*", tandis que sur le terrain, la perception locale et les gouvernements de l'AES y voient une entreprise criminelle de prédation coloniale.

Lorsque le décalage entre la réalité empirique (les faits reprochés sur le terrain) et le discours théâtral (la tribune de l'ONU) devient trop grand, la communication politique bascule, comme vous le soulignez, dans le grotesque. Ce n'est plus de la persuasion, c'est une performance purement formelle où le locuteur sait qu'il ment, le public sait qu'il ment, mais le protocole international exige que la comédie continue.

J-C - C'est juste de la com., de la propagande de bas étage ou éculée jusqu'à la corde avec Macron, destinée aux médias qui le répercuteront à destination de la population de moins en moins naïve, espérons-le !

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, Emmanuel Macron défend "*l'intérêt commun*" face au "*retour de la loi de la jungle*" - FranceInfo 23 septembre 2026

Ne cédon pas", a répété Emmanuel Macron. Comme de nombreux dirigeants du monde entier, le président français s'est exprimé devant l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, mardi 22 septembre, pour la dernière fois de ses deux mandats, et s'est attelé à défendre le multilatéralisme et une "société internationale civilisée", face à ce qui les menace : "*Le retour de l'impérialisme, de l'arrogance, le retour à la force sans règle ni retenue, un monde au fond de concentration du pouvoir.*"

Il a appelé à "*ne rien céder à ce qui est en train de s'installer, qui est au fond une lente division du monde, un esprit de défaite (...) qui laisserait quelques-uns dans l'abus de pouvoir*", citant les "*empires qui menacent la souveraineté*" des autres et "*quelques-uns*" qui voudraient "*concentrer les richesses*". "*Nous devons retrouver ce qu'est la vitalité de notre Organisation, ce multilatéralisme qui est la défense d'un intérêt commun, d'une justice pour tous*", a-t-il ajouté.

- *"La question qui nous est posée de manière très simple consiste à savoir si nous voulons vivre dans cet état de nature, avec une forme de retour de la loi de la jungle ou dans une société internationale civilisée."* Emmanuel Macron à la tribune de l'ONU

J-C - Le néolibéralisme, qu'il a incarné avec application en France pendant près de 10 ans, a plus à voir avec *"la loi de la jungle"* qu'avec toute notion de civilisation.

Il est plus que temps de se débarrasser du régime capitaliste et de la Constitution antidémocratique de la Ve République.

Près de neuf Français sur dix se disent pessimistes pour l'avenir de leurs enfants, selon une enquête ICI avec Odoxa - FranceInfo 23 septembre 2026

Près de neuf Français sur dix (86%) se disent ainsi pessimistes pour l'avenir de leurs enfants. Ce pessimisme *"massif"*, souligne Odoxa, touche toutes les catégories de la population : les employés et ouvriers (89%) comme les cadres (86%), les moins de 35 ans (87%) comme les plus de 65 ans (82%), ainsi que les ruraux et les habitants des grandes villes. Ce pessimisme est également partagé sur l'ensemble du territoire.

Dans un contexte morose, la crise de la natalité ne surprend pas les Français. Selon l'enquête, 87% d'entre eux disent comprendre que certains choisissent de ne pas avoir d'enfants dans ce contexte. La France a enregistré en 2025 son plus faible nombre de naissances depuis 1942. Une majorité des personnes interrogées dit également comprendre ce choix au regard du coût financier de la parentalité et des difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale.

Le dérèglement climatique est la première source d'inquiétude des Français pour l'avenir, cité par 68% d'entre eux, et 77% des moins de 35 ans. La montée de l'individualisme arrive ensuite (59%), devant les tensions politiques en France et à l'étranger, et le coût de la vie, qui préoccupe particulièrement les moins de 35 ans (71%) et les employés et ouvriers (69%).

Les difficultés du système scolaire inquiètent également 54 % des Français, jusqu'à 61% en Seine-Saint-Denis. Le niveau de l'enseignement public est jugé mauvais par 58% des Français dans les établissements proches de chez eux, alors que près des trois quarts estiment que le niveau de l'école privée est bon. (Pure illusion ou grossier mensonge : les programmes sont les mêmes et les enseignants sont moins qualifiés. - J-C)

Selon l'institut Odoxa, *"cette angoisse généralisée fera de l'avenir de nos enfants un enjeu majeur de la présidentielle"*. Les Français seront particulièrement attentifs aux programmes des candidats concernant l'éducation et l'avenir de nos enfants. Près de 9 sur 10 disent qu'ils en tiendront compte dans leur vote, dont 66% disent que cela comptera beaucoup.

France. En famille, ils "se sont plutôt épargnés sur le fond". Ils sont passés aux aveux.

Au débat de la primaire du PS. - HuffPost 24 septembre 202

Pour leur première confrontation télévisée, ce mercredi 24 septembre sur LCI, les cinq candidats à la primaire du Parti socialiste et de Place publique se sont plutôt épargnés sur le fond. Le ton a été plutôt courtois, les arguments de bonne tenue et les points de convergence, nombreux.

Ce ne sont pas les sujets de fond (pouvoir d'achat, aides à l'Ukraine, lutte contre le réchauffement climatique...) qui ont le plus opposé les candidats, mais bien une nouvelle fois les alliances.

Un autre aveu :

« *Pour être majoritaire, vous allez faire alliance avec les gens de droite. Il ne faut pas tromper les électeurs : on sent déjà des rapprochements* ».

J-C- Non, sans blague, « *des rapprochements* » seulement ?

Totalitarisme et mondialisme. Ministère de la Vérité. Ces officines de l'OTAN pro nazi.

Xenia Fedorova: Jean-Noël Barrot "se félicite" des sanctions européennes prises à son encontre - BFMTV 23 septembre 2026

Âgée de 45 ans, la chroniqueuse - ancienne patronne de la chaîne d'État russe Russia Today (RT) - a fait l'objet fin juillet d'un arrêté d'expulsion. Le gouvernement a également prononcé le gel de ses avoirs pour six mois. Il lui est reproché d'être "*un relais des campagnes de désinformation pilotées par les autorités russes*" pour "*déstabiliser l'ordre public*" en France.

La décision de l'Union européenne a été prise "*dans la lignée des sanctions qui avaient été prises par l'Allemagne il y a quelques années et dans la lignée des sanctions qui avaient été prises par l'Union européenne à l'encontre de RT*", a souligné Jean-Noël Barrot.

"*Un organe de propagande dont la vocation était de déstabiliser les opinions publiques européennes, fragiliser les soutiens à l'Ukraine et diviser les Européens dans un moment où, au contraire, ils ont besoin d'être plus que jamais unis*".

J-C - Propagande et pensée unique. C'est de la tyrannie, on fait vraiment face à une offensive de type fasciste, puisqu'il s'agit d'interdire de s'exprimer tout intervenant ne partageant pas le récit officiel qui est orienté, frauduleux.

RSF chien de garde de l'OTAN.

RSF accuse les chatbots d'IA de relayer la propagande russe et appelle à les réguler - Euronews 23 septembre 2026

Reporters sans frontières a testé six chatbots d'IA en leur demandant des infos de RT, Sputnik et autres médias russes sanctionnés par l'UE, et a constaté que trois fournissaient des synthèses complètes avec liens et citations, parfois malgré des pages web signalant clairement ces sanctions.

ChatGPT, Grok et Claude ont fourni des synthèses complètes de l'actualité s'appuyant sur des médias d'État russes sanctionnés par l'UE, notamment RT et Sputnik, partageant des liens et des citations sans avertir les utilisateurs que ces contenus provenaient de sources interdites, selon une étude de Reporters sans frontières publiée ce mois-ci.

L'UE a interdit RT et Sputnik le 2 mars 2022, quatre jours après le lancement par la Russie de son invasion à grande échelle de l'Ukraine, avec l'objectif affiché d'empêcher la propagande russe de justifier la guerre.

Les avocats de RSF ont déposé une plainte auprès des autorités nationales compétentes, leur demandant de consigner formellement ces violations et de déterminer les suites à donner. Berthier a ajouté que RSF avait également transmis ses conclusions à la Commission européenne.

La Commission européenne a indiqué à Euronews dimanche que le droit européen des sanctions interdit non seulement la diffusion directe par des médias bannis, mais aussi les situations dans lesquelles des opérateurs "*assurent, facilitent ou contribuent de toute autre manière à la diffusion*".

La blanchisseuse du Palais en action.

Alexis Kohler : Non-lieu requis pour l'ex-secrétaire général de l'Élysée dans l'enquête pour prise illégale d'intérêt - 20 Minutes avec AFP 23 septembre 2026

Le Parquet national financier indique ce mercredi qu'un non-lieu a été requis au bénéfice de l'ex-bras droit d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, dans l'enquête pour prise illégale d'intérêts autour de ses liens familiaux avec l'armateur MSC. Ce non-lieu a été « *rendu et signé* » le 31 août, précise le PNF.

Alexis Kohler, mis en examen depuis 2022 dans ce dossier, est aujourd'hui directeur général adjoint de la Société générale. Proche d'Emmanuel Macron, il a été son directeur de cabinet au ministère de l'Économie puis secrétaire général de l'Élysée de 2017 à 2025.

France. La farce littéraire du jour : IA de quoi mourir de rire ! « Il se sont tous fait baiser »

Scandale littéraire : Thélyson Orélien, accusé d'avoir écrit avec l'IA, désormais soupçonné de multiples plagiat - RT 24 sept. 2026

Après les accusations d'avoir rédigé «*C'était ça ou mourir*» avec l'intelligence artificielle, l'écrivain canado-haïtien Thélyson Orélien fait face à de nouvelles allégations de plagiat portant sur des textes publiés il y a plus de dix ans au Canada.

L'auteur de 38 ans, dont le roman est l'un des succès de la rentrée littéraire française et lauréat du prix Fnac, se retrouve au cœur d'une double polémique.

Un compte anonyme sur X avait d'abord affirmé que son livre avait été « *presque intégralement* » généré par IA, selon le logiciel Pangram.

Le 23 septembre, le quotidien québécois La Presse a révélé qu'une chronique signée par lui en 2013 était dans sa « *quasi-totalité* » une « *traduction légèrement remaniée* » d'un article du journal philippin The Philippine Star. Le journal a ajouté une note indiquant que l'auteur avait « *commis un plagiat* ». Radio-Canada et d'autres médias évoquent d'autres cas, notamment dans le HuffPost Québec ou sur des blogs. Une nouvelle primée par Radio-Canada dans les années 2010 contiendrait des phrases tirées du *Matin des magiciens* de Louis Pauwels et Jacques Bergier (1960).

La rédactrice en chef du service Société au Point, Géraldine Woessner, a ainsi déclaré sur X : « *pendant des années. Dans le HuffPost, La Presse, sur RFI... Jusqu'à un prix littéraire, pompé sur Pauwells. C'est vertigineux. Et dévastateur* »

Sur les réseaux sociaux, les personnalités qui ont encensé l'écrivain sont largement moquées à l'image du « *philosophe* » Bernard-Henri Lévy et du maire de Béziers Robert Ménard qui a fait l'éloge du livre en déclarant « *c'est mon métier d'écrire... C'est formidablement écrit* ». (Truculent : Les gros cons en sont, normal ! – J-C)

L'écrivain Amélie Nothombe est aussi ridiculisée, elle qui avait affirmé « *c'est vraiment un livre prodigieux, c'est vraiment un tour de force* ».

L'auteur Yannick Haenel, lui-même déjà mis en cause dans des affaires de plagiat, a aussi vanté l'ouvrage et s'est attiré les foudres de l'écrivain Marc-Edouard Nabe qui déclare « *ils se sont tous fait b**** » et estime que la tragédie est que le milieu littéraire ait apprécié « *le mauvais goût qu'est l'IA* ».

Lu.

Les États-Unis ont établi un record absolu : 49 vetos contre des résolutions liées à l'occupation israélienne depuis 1970. Quarante-neuf fois. Quarante-neuf occasions où Washington a décidé, seul contre le monde entier, que le droit international ne s'appliquait pas à son protégé israélien.

226 résolutions du Conseil de sécurité ont été violées par Israël depuis 1948. Deux cent vingt-six. Et jamais aucune conséquence. Jamais une sanction. Jamais une armée envoyée pour faire respecter le droit. Parce que le droit international, pour Israël, n'existe pas.

L'ONU est morte à Belgrade en 1999. Elle est morte à Bagdad en 2003. Elle est morte à Gaza en 2024. À chaque fois, les puissants ont décidé que le droit international ne s'appliquait pas à eux. À chaque fois, l'ONU n'a rien fait. À chaque fois, les peuples ont payé.

Face à ce naufrage, certains pays tiennent encore au multilatéralisme. La Chine, la Russie et l'Iran défendent une vision multipolaire du monde, s'opposant au diktat occidental. Ils utilisent leur veto pour bloquer les résolutions américaines, pour empêcher les sanctions, pour résister à l'hégémonie. Leur résistance n'est pas une défense de l'ONU en tant que telle, mais une défense de leur souveraineté contre l'impérialisme occidental.

La vérité est simple, et Kofi Annan l'avait comprise : le droit international n'est plus qu'une fumée entre les mains des puissants. Une fumée épaisse pour aveugler les peuples, pour faire croire aux pays sous-développés qu'ils ont des droits, pour donner une apparence de légitimité aux crimes des grandes puissances. Le 16 septembre 2004, dans une interview accordée à la BBC World Service, Kofi Annan avait déclaré sans détour que l'invasion américaine de l'Irak en 2003 était «un acte illégal qui contrevenait à la Charte des Nations unies».

La Serbie a été bombardée sans mandat de l'ONU. L'Irak a été envahi sans mandat de l'ONU. Gaza est bombardée sans mandat de l'ONU. Et l'ONU n'a jamais rien fait. Parce qu'elle ne le peut pas. Parce qu'elle n'a jamais été conçue pour ça.

L'ONU a été conçue par les puissants pour servir les puissants. Le Conseil de sécurité, avec ses cinq membres permanents et leurs vetos, est une institution conçue pour paralyser toute action contre les intérêts des vainqueurs de 1945. Une étude récente a révélé que 27 des 30 vetos de la dernière décennie ont été émis sur seulement trois conflits : la Syrie, la Palestine et l'Ukraine, empêchant ou retardant des résolutions de paix cruciales.

Les États-Unis l'utilisent pour protéger Israël. La Russie et la Chine l'utilisent pour se protéger. L'Europe l'utilise pour se donner bonne conscience.

Et les peuples, eux, attendent. Ils attendent une justice qui ne viendra jamais. Une justice qui n'existe que dans les discours. Une justice qui n'est qu'une fumée.

Etats-Unis - Chine.

Etats-Unis : Trump reçoit Xi Jinping en grande pompe pour une visite de trois jours - 20 Minutes avec AFP 24 septembre 2026

Xi Jinping a affirmé que Chine et Etats-Unis devraient être « *partenaires plutôt que rivaux* », selon des médias d'Etat.

Groenland.

J-C - Tout cela pour ça ! Tous compromis, des carpettes devant les Américains.

Les Etats-Unis signent un accord de sécurité avec le Groenland et le Danemark - 20 Minutes avec AFP 22 septembre 2026

La présence militaire américaine au Groenland va fortement s'étendre. Mardi, Donald Trump a signé au siège de l'ONU, à New York, un accord de sécurité avec le Danemark et le Groenland qui prévoit notamment la construction de deux nouvelles bases militaires américaines sur l'immense territoire arctique.

Devant l'Assemblée générale, Donald Trump a précisé les ambitions américaines : « *Nous allons immédiatement commencer à développer une présence militaire importante dans les endroits pertinents. Nous construirons deux très grandes bases militaires* ».

Ces nouvelles installations seront implantées à Narsarsuaq, dans le sud du Groenland, et à Mestersvig, dans l'est. L'article 4 de l'accord prévoit que « *les Etats-Unis seront autorisés à établir une zone de défense supplémentaire* » dans ces deux secteurs. Washington pourra également moderniser et développer ses activités à Pituffik, dans le nord du Groenland, qui constitue actuellement sa seule base active sur l'île. 20 Minutes avec AFP 22 septembre 2026

En complément. Mimétisme.

Sous pression de Trump, le Royaume-Uni prêt à revoir l'accord sur la restitution des Chagos à Maurice - AFP 23 septembre 2026

Face à l'opposition inflexible de Donald Trump, le Royaume-Uni se dit prêt à renégocier l'accord conclu l'an dernier sur la restitution à Maurice de l'archipel des Chagos, où se trouve une base militaire américano-britannique stratégique.

Le président américain a à nouveau mardi qualifié l'accord de "terrible", lors de sa première rencontre avec le Premier ministre britannique Andy Burnham, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Il a ajouté que le Royaume-Uni allait "*se pencher*" sur la question, le chef du gouvernement britannique acquiesçant à son côté.

Un peu plus tard, Andy Burnham a affirmé à des journalistes britanniques qu'il fallait "*trouver un compromis entre les différentes parties*".

Interrogé sur la BBC mercredi, le ministre de la Défense Wes Streeting a reconnu que "*l'accord, dans sa forme actuelle, ne peut pas aller de l'avant sans le soutien des Etats-Unis*".

Londres a conservé le contrôle des Chagos après l'indépendance de Maurice en 1968. Entre cette date et 1973, le Royaume-Uni a expulsé 2.000 Chagossiens pour installer sa base à Diego Garcia.

Un avis de la Cour internationale de justice (CIJ) et une résolution non contraignante avaient été votées à l'ONU en 2019 qui demandaient au Royaume-Uni de mettre fin à son administration sur l'archipel.

Russie.

«La vérité triomphera face à la guerre informationnelle menée par l'Occident contre le Sud global», affirme Sergueï Lavrov – RT 22 sept. 2026

Sergueï Lavrov s'est exprimé ce 22 septembre à Moscou lors du quatrième forum « *Dialogue sur les fake news 4.0* », consacré à la lutte contre la désinformation. L'événement rassemble 2 000 participants venus de 80 pays.

Le chef de la diplomatie russe a dénoncé l'utilisation de l'information comme instrument de pression politique. Il a mis en garde contre la rapidité avec laquelle les technologies permettent de diffuser des contenus non vérifiés à grande échelle. Selon le communiqué officiel du ministère russe des Affaires étrangères du 22 septembre 2026, une fausse information peut atteindre « *des millions, voire des milliards de personnes* » en très peu de temps.

Pour Moscou, cette confrontation ne commence pas avec le conflit ukrainien. Sergueï Lavrov a rappelé qu'elle s'était intensifiée dès le début des années 2000, lorsque la Russie a commencé à mener une politique extérieure plus indépendante.

Sergueï Lavrov a ensuite cité plusieurs affaires qu'il présente comme révélatrices de cette mécanique. Il a notamment dénoncé l'attribution rapide à la Russie de certains incidents impliquant des drones en Europe alors que, selon lui, leur origine n'est pas clairement établie.

Le ministre a résumé ce procédé par une formule : « *fabriquer rapidement un fake, le gonfler jusqu'à une catastrophe mondiale pendant un, deux ou trois jours* », avant de reléguer l'affaire et de réduire l'espace accordé aux versions alternatives.

Sergueï Lavrov a enfin replacé la bataille de l'information dans le cadre de l'émergence d'un ordre mondial plus multipolaire. Il a estimé que la déformation de l'information traduisait une « *peur de la concurrence honnête* » de la part des pays occidentaux.

J-C – Moi aussi je mène cette guerre informationnelle quotidiennement, et c'est difficile, l'aide des lecteurs serait la bienvenue, mais il ne faut pas rêver...

Propagande. Manipulation et non-dit.

Selon deux enquêtes, le parti de Poutine obtient des scores faméliques auprès des Russes de l'étranger - Euronews 22 septembre 2026

Selon deux sondages indépendants, les électeurs russes à l'étranger se sont très largement détournés dans les urnes du parti de Vladimir Poutine, large vainqueur en Russie, d'après les chiffres officiels.

Selon les résultats officiels à l'intérieur de la Russie, le parti au pouvoir, hégémonique, a recueilli près de 58 % des voix.

Le projet "*Vote à l'étranger*", qui a interrogé près de 15 700 électeurs dans 27 bureaux de vote répartis dans 22 pays, crédite Nouvelles personnes de 43 %, le Parti communiste de 18,3 % et Russie unie de 5,5 %.

Dans 10 pays, dont l'Arménie, l'Allemagne et la Finlande, Russie unie n'a pas franchi le seuil de 5 % requis pour obtenir des sièges à la Douma.

Une autre enquête de sortie des urnes menée par le mouvement d'opposition Vesna et le projet Progress, couvrant 18 bureaux dans 17 pays, place Nouvelles personnes en tête partout avec 47,3 %, le Parti communiste en deuxième position avec 19,2 % et Russie unie à 2,8 %.

"Le contraste est en effet saisissant", a déclaré à Euronews Ivan Jdanov, directeur du projet Progress et ancien responsable de la Fondation de lutte contre la corruption d'Alexeï Navalny.

L'ambassadeur de Russie en Suisse a qualifié les participants aux enquêtes de sortie des urnes de "*agitateurs anti-russes*" et de "représentants d'organisations étrangères désignées comme indésirables en Russie".

J-C - Normal, dans les pays réfractaire au néolibéralisme, les expatriés ou la diaspora y sont favorables, ils figurent parmi les plus réactionnaires, et dans la plupart des pays où le néolibéralisme a été adoptée, les expatriés ou la diaspora y sont défavorables ou ils sont plutôt progressistes, sauf certaines exceptions.

Par exemple en France sur les 11 sièges de députés des Français établis hors de France, 10 sont de droite et du centre droit, 1 seul est étiqueté à gauche. Au Venezuela, les expatriés ou la diaspora est composée essentiellement d'ennemis du régime établi par Chavez il y a un peu plus de 25 ans.

Le Venezuela soumis à une grave crise sous Maduro à cause du blocus et des sanctions américaines a poussé à l'exil une partie des Vénézuéliens des classes supérieures et moyennes acquises à l'extrême droite. En Argentine et au Chili, ce sont des réfugiés politiques des années 70 sous les dictatures militaires ou leurs descendants qui constituent le gros de l'immigration de ces pays.

Quant aux Russes de l'étranger, ce sont principalement des membres des classes supérieures et moyennes acquises à l'Occident ou au néolibéralisme, à l'UE et aux Etats-Unis, par conséquent

BRICS.

Lu.

Les échanges commerciaux entre les cinq membres fondateurs — le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud — ont doublé entre 2020 et 2025 (passant de 340 milliards de dollars à 678 milliards de dollars), selon les données de Comtrade (ONU) et du FMI. Le Brésil et la Chine ont établi un record en 2025 (171 milliards de dollars) ; la Russie et la Chine ont atteint 228 milliards de dollars, soit une hausse de 26% au cours des sept premiers mois de 2026. Cette tendance ne se limite pas non plus à la Chine : les échanges entre le Brésil et l'Inde ont progressé de 25% en 2025, pour atteindre 15,2 milliards de dollars, tandis que ceux entre l'Égypte et la Russie ont établi un record à 10,5 milliards de dollars. La progression la plus spectaculaire a toutefois été celle des échanges entre la Russie et l'Inde, dont le volume a été multiplié par près de huit depuis

2020 (passant de 8,4 milliards de dollars américains à 66 milliards de dollars américains), sous l'impulsion du pétrole.

Parallèlement, les échanges en monnaies locales ont gagné du terrain dans plusieurs cas, malgré l'absence d'accord collectif au sein du groupe : la Russie et la Chine règlent 99,1% de leurs échanges en monnaies nationales, la Russie et l'Inde environ 96%. La Chine a déjà conclu des accords de compensation (contournant le dollar) avec plus de 20 pays, dont six membres (Russie, Brésil, Indonésie, Émirats arabes unis, Afrique du Sud, Égypte) et quatre partenaires (Malaisie, Thaïlande, Kazakhstan, Biélorussie). Le modèle le plus susceptible de réussir — l'interconnexion des systèmes de paiement nationaux — est déjà promu par les membres et partenaires asiatiques : l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine forment un réseau entre leurs systèmes, tandis que l'Inde négocie avec certains d'entre eux. Ces dernières semaines, le Brésil a connecté Pix aux systèmes russe et chinois, permettant, dans un premier temps, aux citoyens de ces pays d'utiliser leurs comptes sur le sol brésilien. Tout cela rend les transactions plus rapides et moins coûteuses, sans aucune banque de Wall Street entre les deux. Il ne manque plus qu'une décision politique pour que les systèmes des pays du BRICS s'interconnectent, créant ainsi une alternative à SWIFT — qui est aujourd'hui une arme politique de Washington et de Bruxelles, comme le savent bien la Russie, l'Iran et Cuba.

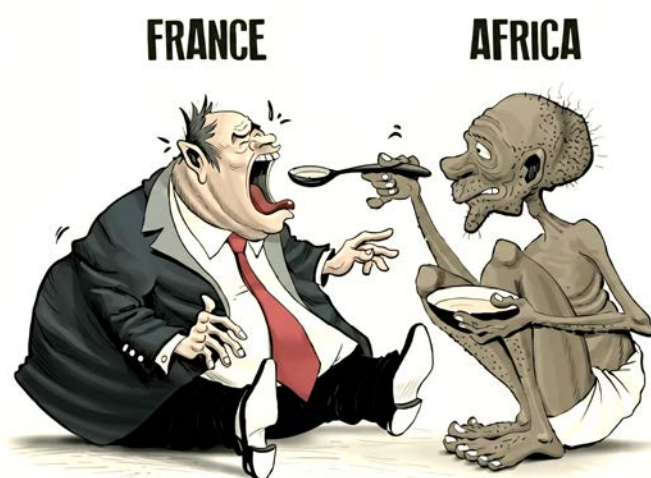
Tout comme il est nécessaire de créer des alternatives au système du dollar, les pays du BRICS ont noué des partenariats pour mettre en place des routes commerciales offrant une alternative à celles contrôlées par l'Occident — non seulement pour se prémunir contre une intervention militaire, dont les risques se sont accrus, mais aussi parce que ces nouvelles routes sont en moyenne 30 à 40% plus courtes et moins coûteuses. Le Corridor international de transport Nord-Sud, qui relie la Russie, l'Iran et l'Inde en contournant le canal de Suez, a vu son trafic passer de 7200 à 11 000 conteneurs en 2025. Le 7 septembre, un convoi de 55 conteneurs a quitté la gare de Chengxiang, à Chengdu, à bord du premier train dédié à la liaison Chine-Iran : plus de 6000 kilomètres en quinze jours, via le Kazakhstan, l'Ouzbékistan (tous deux partenaires des BRICS) et le Turkménistan, jusqu'à Sarakhs, à la frontière iranienne, sans passer par Malacca. La route maritime du Nord (ou «*Route de la soie polaire*», comme l'appellent les Chinois), ouverte par des brise-glaces russes à propulsion nucléaire, a acheminé 37 millions de tonnes en 2025 et devrait dépasser les 40 millions cette année, réduisant la traversée Asie-Europe à 18-20 jours contre plus de 40 via Suez ; les ports russes et chinois représentent déjà 15% du total. En juillet, Moscou a autorisé Rosatom à signer un protocole d'accord avec New Delhi concernant le transport de marchandises via le corridor arctique. Par ailleurs, le Brésil et la Chine négocient une liaison ferroviaire vers le port péruvien de Chancay, reliant ainsi ce pays à la Chine via le Pacifique. Alors que l'Occident mise sur la renaissance d'une de ses traditions historiques — la piraterie — en saisissant les navires soumis à ses sanctions illégales (comme ceux de la Russie, de l'Iran et du Venezuela), les pays du BRICS investissent dans des voies terrestres ou maritimes sous leur propre contrôle (à l'exception de la liaison Brésil-Pérou-Chine).

Le potentiel des BRICS, ou leur capacité à jouer un rôle de «*pionnier*» comme le propose Xi Jinping, réside avant tout dans leur envergure : ils regroupent cinq des huit plus grandes économies mondiales, représentent 40% du PIB en parité de pouvoir d'achat et constituent une superpuissance dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des minerais critiques (y compris les terres rares). En agissant à l'unisson, il disposerait d'un réel pouvoir d'intervention — et de dissuasion face aux attaques occidentales — afin de façonner un nouvel ordre. Malgré les avancées bilatérales, seule cette envergure permettra le saut qualitatif dont le Sud a besoin.

Source : Forum Geopolitica

On y pense chaque fois qu'on se met à table. A qui ? A ceux qui n'ont pas à bouffer. C'est naturel chez nous, à table sans même se concerter, j'ai constaté qu'on avait pris la même habitude, moi et ma compagne indienne, avant de boire notre sirop d'hibiscus, on trinque en se souhaitant une bonne santé – santé, et un court silence s'en suit, pendant lequel on réalise qu'on a de la chance d'avoir quelque chose à manger, tandis que d'autres ne l'ont pas malheureusement, si je l'évoque ici, c'est qu'on en a parlé ensemble, c'est un sujet sensible ou qui nous tient particulièrement à cœur, oublier ceux qui ont faim en se mettant à table, ce serait indigne tout simplement.

En Inde où je vis depuis plus de 30 ans, plusieurs fois par semaine on distribue un peu de nourriture autour de nous à n'importe quelle heure de la journée, ou des voisins viennent nous réclamer quelques légumes, citrons, etc. Partager sans rien attendre en échange, est un vrai bonheur, je me demande même si cela ne serait pas le plus grand tous, en tout cas, c'est ainsi qu'on le vit.



Quand les monstres marchent parmi nous

Par Henry Giroux – 18 septembre 2026

«Nous avons de nombreux monstres à détruire». ~ George Seferis

«Mais comment peut-on dire la vérité sur le fascisme, à moins d'être prêt à dénoncer le capitalisme, qui le fait naître ?» ~ Bertolt Brecht

Il y a plus de quatre décennies, le compositeur et intellectuel public grec [Manos Hadjidakis](#) a lancé un avertissement qui ressemble aujourd'hui moins à une réflexion sur le fascisme qu'à une prophétie sur notre époque. Le plus grand danger, suggérait-il, survient lorsque nous nous habituons au monstre, lorsque sa présence ne choque plus la conscience et que sa violence commence à se fondre dans les routines de la vie quotidienne. La tolérance n'affaiblit pas le monstre ; elle multiplie les conditions qui lui permettent de prospérer, renforçant sa présence dans la vie publique jusqu'à ce que la monstruosité elle-même acquière le pouvoir de gouverner. Dans ce cas précis, l'effondrement de la conscience est indissociable de la dissociation de «[la croyance du jugement, la conviction de l'action](#)».

Nous en sommes arrivés là.

Les monstres ne se cachent plus dans l'ombre. Ils occupent les bureaux présidentiels et les ministères, commandent les armées et les forces de police, contrôlent les plateformes numériques, dominent les écrans de télévision, gèrent les frontières, construisent des centres de détention et transforment la souffrance d'autrui en spectacle politique. Leur discours de purification raciale, de déportation de masse, d'extermination, de vengeance et de jetable [ne suscite plus l'indignation qu'il aurait pu provoquer autrefois](#). La cruauté est présentée comme une force. L'humiliation devient un divertissement. Le spectacle de la souffrance devient une source de plaisir politique. Ce qui devrait être insupportable devient familier ; ce qui devrait susciter la résistance s'intègre dans les rythmes de la vie quotidienne.

Le monstre triomphe non seulement lorsqu'il commet des atrocités, mais aussi lorsque son langage devient banal, que sa violence devient acceptable, que son utilisation des divisions raciales et de classe comme armes passe inaperçue, et que sa présence ne trouble plus l'imaginaire moral. Toni Morrison nous a donné un autre langage pour comprendre comment les monstres deviennent banals. Elle l'a appelé «[langage mort](#)», un langage vidé de toute responsabilité éthique et mis au service de la domination. Le langage mort de Morrison est lui-même monstrueux. Comme elle l'écrit, le langage oppressif «*ne se contente pas de représenter la violence ; il est la violence*». C'est un langage qui «*boit du sang, lèche les vulnérabilités, cache ses bottes fascistes sous les crinolines de la respectabilité et du patriotisme tandis qu'il avance sans relâche vers le profit et l'esprit réduit à néant*».

La réflexion de Morrison dépasse la simple rhétorique. Les monstres ont besoin d'un langage qui prépare le terrain à leur violence, dépouille leurs victimes de leur humanité et apprend aux gens à accepter l'inconcevable. Le langage mort est l'une des conditions qui permettent à la monstruosité de s'immiscer dans la vie quotidienne sous le couvert du bon sens.

[Primo Levi a un jour fait remarquer](#) que «*les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être véritablement dangereux. Les hommes ordinaires sont plus dangereux, ces fonctionnaires prêts à croire et à agir sans poser de questions*». Levi a toujours raison quant au rôle des fonctionnaires qui ne réfléchissent pas, mais aujourd'hui, les monstres eux-mêmes ont acquis un pouvoir institutionnel et une légitimité publique. Encouragés par des inégalités économiques stupéfiantes, renforcés par la machine de l'autoritarisme high-tech et légitimés par une culture de la violence de l'État en pleine expansion, ils sont passés des marges politiques aux postes clés de la société américaine.

C'est là que [l'avertissement d'Hannah Arendt sur l'échec de la pensée revêt une urgence renouvelée](#). La monstruosité prospère lorsque le jugement est abandonné, lorsque l'obligation de penser devient un fardeau et lorsque l'ignorance passe de l'absence de savoir à un refus cultivé de savoir.

On pourrait appeler cela la banalité de l'ignorance : la suspension délibérée du jugement qui permet aux gens de voir la souffrance sans y faire face et d'entendre des mensonges sans les rejeter. Le monstre ne se contente pas d'exiger l'obéissance. Il a besoin de sujets qui ont appris à ne pas réfléchir à ce que leur obéissance rend possible.

[Pourtant, l'avertissement de Hadjidakis](#) soulève une question plus troublante que celle de savoir si des monstres nous gouvernent désormais. Que signifie, pour une société, de commencer à ressembler à ses monstres ? Et quelles forces pédagogiques sont à l'œuvre pour créer et normaliser cette ressemblance ? La ressemblance ne signifie pas que chacun devienne un meurtrier ou un

fasciste. Elle signifie que les habitudes de pensée, les structures de sentiment et les formes d'indifférence dont dépend la monstruosité commencent à imprégner la vie quotidienne. La banalité de l'ignorance devient une condition sociale, une forme cultivée d'aveuglement moral dans laquelle le fait de ne pas savoir offre un refuge face à la responsabilité et où le refus de penser devient une condition d'appartenance. Mais une telle ignorance n'existe pas en dehors du domaine du désir. Elle possède un registre émotionnel, une psychologie de l'autoritarisme et une pédagogie de la terreur à travers lesquelles les gens apprennent non seulement à vivre avec la cruauté, mais aussi à se délecter de sa charge émotionnelle, trouvant plaisir et sentiment d'appartenance dans «des schémas de domination et de soumission [qui se cristallisent] en un syndrome d'attitudes concernant la hiérarchie, le pouvoir, la sexualité et la tradition».

Le monstre a une longue histoire, né dans les régions les plus sombres de l'imaginaire social où convergent la peur, la différence et le pouvoir. Comme l'a observé [Manvir Singh](#), les monstres hantent depuis longtemps les frontières entre l'humain et l'inhumain, le familier et le terrifiant, le civilisé et ce qu'il rejette hors de ses portes. Mais les monstres ne sont jamais de simples créatures imaginaires. Ce sont des avertissements, des projections, l'incarnation de peurs collectives, et souvent des armes permettant de décider qui appartient au cercle de l'humanité et qui peut en être exclu. Ce qui importe politiquement, c'est ce qui se passe lorsque le monstre sort du mythe et de l'imaginaire, s'empare des institutions du pouvoir et acquiert l'autorité de décider qui peut vivre, qui doit souffrir et qui peut être considéré comme jetable.

Il y a cependant un autre problème avec la métaphore du monstre elle-même. Imaginer Donald Trump, Stephen Miller, Pete Hegseth, Itamar Ben-Gvir, Benjamin Netanyahu ou d'autres architectes de la violence autoritaire contemporaine simplement comme des monstres risque de les placer en dehors de l'histoire, comme si leur cruauté trouvait son origine dans une pathologie privée, détachée de la société qui les a produits. Le monstre peut alors devenir un alibi pour la société qui l'a créé. L'indignation morale s'individualise, tandis que disparaissent les institutions, les intérêts économiques, les hiérarchies raciales, les appareils culturels et les forces politiques qui rendent possible cette cruauté organisée. C'est là l'idée centrale de l'argumentation de [Jorge Gonzalez Arocha](#), selon laquelle transformer les auteurs en monstres peut en soi devenir une manière de détourner le regard. [Arocha soutient](#) que *«réduire l'auteur de crimes à un simple monstre nous empêche de nous reconnaître comme des auteurs potentiels. Cela nous éloigne de l'événement et de sa réalité, tout en nous plaçant dans une position de supériorité morale... [C'est] une manière de nier que la capacité de détruire nous appartient également, qu'elle fait partie de la condition humaine»*.

Le problème n'est pas que les monstres n'existent pas. Le problème commence lorsque la monstruosité devient une explication plutôt qu'une question. Les monstres ne s'abattent pas sur la société depuis un lieu situé en dehors de l'histoire. Ils sont produits au sein même de l'histoire, cultivés par les institutions, protégés par les bureaucraties, légitimés par la loi, financés par de puissants intérêts économiques, amplifiés par les médias et normalisés par la culture. L'importance politique des monstres ne réside pas simplement dans les horreurs qu'ils commettent, mais dans l'ordre social qui rend ces horreurs possibles, utiles, légitimes et, à terme, ordinaires. Se concentrer uniquement sur les monstres peut occulter la structure profonde du capitalisme mafieux, un système qui «privilégie certaines formes de pouvoir au détriment du bien commun et favorise la déshumanisation progressive de nos sociétés».

La question doit donc être reformulée. Nous devons passer du monstre à la machine, de la pathologie de l'individu à l'économie politique de la cruauté organisée, puis aux forces culturelles et éducatives qui enseignent aux gens comment vivre avec la souffrance que cette machine engendre.

Les monstres n'agissent pas seuls. Leur pouvoir se manifeste dans les institutions qui les protègent, la richesse qui les soutient, les lois qui les autorisent et la violence qui suit dans leur sillage. Nous voyons leur œuvre dans les rues maculées de sang, chez les migrants brutalisés et laissés pour morts [dans des centres de détention](#), dans les actes de torture documentés [dans les prisons israéliennes](#), et dans les corps d'enfants et de familles [déchiquetés par les bombes israéliennes et américaines à Gaza](#). Derrière ces abstractions se cachent des membres arrachés, des corps démembrés, des enfants arrachés aux décombres, des familles brûlées et ensevelies sous les ruines de leurs maisons, et des êtres humains réduits à de la chair et des os par des systèmes dans lesquels la cruauté a été organisée, autorisée et répétée jusqu'à ce que même la violence la plus effroyable menace de perdre son pouvoir de choquer.

L'horreur réside dans l'accommodement croissant d'une société face aux monstres, dans le silence qui entoure leurs crimes et dans l'érosion des limites morales et politiques qui rendaient autrefois leurs actions intolérables. Un tel silence n'est jamais innocent. C'est la rigidité cadavérique de la décadence éthique et politique, le moment où une politique organisée autour de la mort commence à passer pour la vie quotidienne. Le cauchemar ne se cache plus dans l'ombre ; il se fraye un chemin à la lumière du jour et se heurte à l'indifférence, à la résignation ou aux applaudissements. La question est de savoir comment les gens apprennent à vivre au milieu d'une souffrance de masse et finissent par détourner le regard. Quelles formes de pouvoir exigent un tel silence ? Quelles institutions le cultivent ? Quelle culture enseigne aux gens à se détourner des corps laissés sur place ? Et surtout, quel mécanisme pédagogique apprend à des millions de personnes non seulement à tolérer la cruauté, mais aussi à s'identifier à ceux qui l'infligent, à désirer le pouvoir qu'ils incarnent, et à considérer la souffrance d'autrui comme le prix de leur propre libération imaginaire ?

L'économie politique, la culture et la pédagogie convergent ici. Le monstre devient indissociable du capitalisme de gangsters, du terrorisme pédagogique et de la culture de la cruauté. Le capitalisme de gangsters ne produit pas de monstres par hasard. Il en a de plus en plus besoin, ainsi que d'un public capable de les aimer.

Le concept d'«evil radical» (mal radical) d'Arendt pousse cet argument plus loin, nous faisant passer de l'échec du jugement à la machine politique qui rend les êtres humains superflus. Dans *Les Origines du totalitarisme*, le mal radical émerge d'un ordre politique capable de dépouiller les êtres humains de leurs droits, de leur histoire, de leur individualité et, finalement, de leur revendication d'appartenance à la communauté humaine. Le camp de concentration représentait la concrétisation la plus extrême de cette logique, mais sa portée politique s'étendait bien au-delà du camp. Le totalitarisme nécessitait des institutions capables de transformer les êtres humains en matière jetable.

Le récit ultérieur d'Arendt sur Adolf Eichmann a encore compliqué le tableau. Eichmann ne lui est pas apparu comme une figure démoniaque dotée d'une profondeur insondable du mal. Il lui a semblé effrayamment ordinaire : bureaucrate, carriériste, obéissant, incapable de réfléchir sérieusement aux conséquences de ses actes. La banalité du mal ne signifiait pas que ses crimes étaient banals. Elle signifiait que des crimes extraordinaires pouvaient être perpétrés par le biais de routines ordinaires, d'un langage bureaucratique, d'une ambition professionnelle, de l'obéissance et de la suspension du jugement.

Reinhard Heydrich, l'un des principaux architectes de la machine nazie de terreur et d'extermination, incarne une autre configuration du monstre politique. C'est là que convergeaient fanatisme idéologique, intelligence administrative et pouvoir institutionnel extraordinaire. Eichmann et Heydrich ne doivent pas être réduits au même type psychologique, mais tous deux révèlent l'insuffisance d'une approche qui consisterait à traiter les atrocités comme le simple fait de

monstres. Les systèmes modernes de terreur ont besoin d'administrateurs, d'avocats, de techniciens, de policiers, de propagandistes, d'intellectuels, de journalistes et de fonctionnaires. Le mal devient politiquement le plus dangereux lorsqu'il se dote d'un poste, d'un budget, d'une bureaucratie, d'un vocabulaire de la nécessité et d'un public prêt à accepter ses prémisses.

[Primo Levi avait compris ce danger sous un autre angle](#). Il rejetait la tentation réconfortante de diviser le monde de manière manichéenne entre une humanité innocente et des monstres incompréhensibles. Comme il l'a dit un jour : *«C'est une erreur stupide de voir tous les démons d'un côté et tous les saints de l'autre... Diviser en noir et blanc, c'est ne pas connaître la nature humaine»*. [Sa conception de la zone grise a donné à cette réflexion sa force politique la plus troublante](#). La zone grise n'a pas aboli les distinctions entre victime et bourreau ; elle a révélé la manière dont les systèmes de domination corrompent la vie morale elle-même. La leçon politique est troublante précisément parce qu'elle nous prive du réconfort de croire que l'atrocité appartient à une autre espèce d'êtres humains. La barbarie moderne n'émerge pas en dehors de la civilisation. Elle s'organise à travers les institutions, les technologies, les formes d'expertise et les structures d'obéissance de la civilisation.

[Umberto Eco a formulé une remarque similaire à propos du fascisme](#). Le fascisme ne revêt pas un seul et même costume immuable. Il change de langage, de symboles, de technologies et de formes institutionnelles. [Eco a averti que](#) *«l'Ur-fascisme peut revenir sous les déguisements les plus innocents»*. Se contenter de rechercher les chemises noires de Mussolini ou les chemises brunes d'Hitler, c'est donc risquer de ne pas reconnaître le fascisme lorsqu'il revient vêtu d'un costume, la Bible à la main, intervenant dans des podcasts, commandant un algorithme ou invoquant le langage de la liberté, de la renaissance du pays, de la sécurité des frontières et de la souveraineté populaire. Le fascisme survit précisément parce qu'il apprend à s'adapter aux conditions historiques de son époque.

Si le fascisme évolue en fonction des conditions historiques dans lesquelles il s'inscrit, alors ces conditions deviennent essentielles pour comprendre comment ses monstres sont créés et entretenus. Le problème du monstre doit donc être replacé dans le contexte de l'économie politique, de la culture, de la pédagogie et de l'histoire. Les conditions qui rendent la monstruosité possible ne sont ni accidentelles ni intemporelles. [Elles émergent de sociétés où les inégalités extrêmes sont considérées comme naturelles](#), où la cruauté devient un divertissement, où la hiérarchie raciale est défendue comme relevant du bon sens, où le militarisme devient une vertu nationale, et où des populations entières sont considérées comme jetables.

La monstruosité actuelle n'est pas apparue soudainement avec Trump. Elle trouve son origine dans la longue histoire de l'impérialisme américain et, plus particulièrement, dans la [guerre contre le terrorisme](#). Au nom de la lutte contre le terrorisme, [les États-Unis ont déclenché des guerres](#) dont le bilan direct a dépassé 600 000 morts en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Syrie et au Yémen, tandis que les estimations des décès indirects, causés par la destruction des infrastructures, les maladies, les déplacements de population et la malnutrition, se chiffrent en millions. Une telle dévastation ne saurait se réduire à un simple échec politique catastrophique. Elle a constitué un vaste mécanisme de mise au rebut racialisée, permettant à des populations entières d'être bombardées, torturées, déplacées, emprisonnées et abandonnées, tandis que leurs souffrances étaient à peine prises en compte dans le discours moral de la vie politique américaine.

[Aimé Césaire avait compris](#) depuis longtemps que la violence impériale ne reste jamais confinée aux seules personnes contre lesquelles elle est initialement dirigée. La brutalité coloniale, avertissait-il, produit un *«terrible effet boomerang»* : les habitudes de déshumanisation, de hiérarchie raciale, d'anarchie et de violence organisée cultivées à l'étranger finissent par revenir

chez nous. La «*Guerre contre le Terrorisme*» offre une illustration contemporaine terrifiante de cet avertissement. Les chambres de torture d'Abou Ghraib, la détention illimitée à Guantánamo, les restitutions extraordinaires, les assassinats par drone, la surveillance de masse et la normalisation de la guerre permanente [ont fait bien plus que dévaster d'autres sociétés](#). Elles ont contribué à conditionner l'opinion publique américaine à accepter la torture, la surveillance, une police militarisée, un pouvoir exécutif hors-la-loi et la désignation de populations entières comme des menaces. Le trumpisme n'a pas inventé cette culture politique. Il en a hérité, l'a intensifiée et a retourné ses habitudes impériales vers l'intérieur. En ce sens, le monstre est revenu chez lui parce que la machine qui l'avait produit fonctionnait depuis des décennies.

Sous le capitalisme gangster, la machine impériale du jetable se retourne vers l'intérieur, prenant une forme nationale particulièrement meurtrière. La richesse se concentre, les biens publics sont dépouillés au profit du secteur privé, les institutions démocratiques sont subordonnées au pouvoir des milliardaires, et l'État punitif s'étend à mesure que l'État social se rétrécit. L'abandon et la répression deviennent les deux faces d'un même ordre politique.

La pédagogie occupe une place centrale car le fascisme n'est jamais simplement imposé d'en haut. Il doit s'apprendre. Il faut enseigner aux gens qui ils doivent craindre, qui ils doivent haïr, quelle souffrance compte, quelle souffrance peut être ignorée, et quelle disparition peut être célébrée. Il faut leur apprendre à percevoir la cruauté comme une force, la domination comme une liberté, la hiérarchie raciale comme un état de fait naturel, et la violence comme une purification nationale.

Le terrorisme pédagogique désigne ce processus. Il opère à travers les écoles et les églises, la télévision et les réseaux sociaux, les podcasts, les rassemblements politiques, les plateformes numériques, la publicité et le théâtre spectaculaire de la violence de l'État. Ces appareils culturels ne se contentent pas de communiquer des idées. Ils organisent l'attention, façonnent la conscience, mobilisent le désir et enseignent des habitudes de sentiment. Ils créent les conditions émotionnelles et idéologiques dans lesquelles le fait d'être jetable devient une évidence.

Les angoisses privées se voient attribuer des ennemis publics. La solitude se transforme en une fausse solidarité tribale, l'impuissance se redirige vers l'agressivité, et le ressentiment s'élève au rang de vertu morale. La peur se convertit en haine et l'humiliation en désir d'humilier les autres. Le fascisme se nourrit de cette économie émotionnelle car elle donne à la souffrance privée une cible publique. Les blessures infligées par un ordre social de plus en plus brutal sont détournées des structures qui les produisent pour être dirigées vers les immigrés, les Noirs, les Palestiniens, les féministes, les intellectuels, les personnes queer, les dissidents et toute autre personne désignée comme ennemie.

Une culture de la barbarie s'installe lorsque la cruauté n'est plus confinée à l'État ou à ses dirigeants les plus fanatiques, mais qu'elle s'immisce dans la vie quotidienne, façonnant la conscience publique, le désir politique et les limites de ce qui est considéré comme humain. La barbarie devient culturelle lorsqu'un grand nombre de personnes soutiennent l'expulsion forcée, les punitions collectives, la famine, la violence exterminatrice et la destruction de la vie civile sans percevoir ces politiques comme une catastrophe morale.

Israël en offre un exemple effrayant. [En mai 2025, un sondage mené par Tamir Sorek, professeur à l'université d'État de Pennsylvanie](#), a révélé que 82% des juifs israéliens interrogés soutenaient l'expulsion des Palestiniens de Gaza, 54% d'entre eux se déclarant «très» favorables à cette mesure. Plus inquiétant encore, [47% des personnes interrogées estimaient](#) que lorsque l'armée israélienne s'empare d'une ville ennemie, elle devrait agir comme les Israélites l'ont fait lors de la conquête biblique de Jéricho, en «tuant tous les habitants». Ces chiffres révèlent quelque chose de

bien plus terrifiant que le simple soutien à une politique militaire particulière. Ils montrent comment le langage de l'expulsion et de l'extermination peut passer des marges de la vie politique au vocabulaire moral de la société au quotidien. Voilà à quoi ressemble une culture de la barbarie lorsque le fait de considérer les autres comme jetables devient une évidence et que la destruction d'un autre peuple peut être envisagée comme légitime, nécessaire, voire juste.

[Omer Bartov est allé plus loin](#), affirmant que la société israélienne s'est rendue complice tant par ses actes que par son silence, et qu'elle est de plus en plus marquée par la violence, la vulgarité et l'indifférence. L'enjeu ici dépasse les crimes de Netanyahu, de Ben-Gvir ou de l'armée israélienne. Il met en évidence la construction pédagogique d'un ordre social dans lequel le langage de l'élimination devient concevable, la souffrance de masse devient tolérable, [et la violence exterminatrice peut s'intégrer dans les rythmes ordinaires de la vie du pays](#). C'est là le point d'aboutissement du terrorisme pédagogique : la fabrication de sujets pour qui la barbarie n'apparaît plus comme barbare.

La culture du fascisme ne se contente pas de tolérer les monstres ; elle en fait des célébrités, des hommes forts, des sauveurs et des modèles d'identification, reproduisant ainsi un culte du leader. Leurs violations des normes morales et politiques deviennent des signes d'authenticité, leur cruauté une preuve de force. Leur mépris des contraintes démocratiques devient une source de plaisir pour leurs partisans, qui vivent chaque transgression comme leur propre libération imaginaire des obligations d'égalité, de compassion et de responsabilité mutuelle.

Trump a offert une démonstration effrayante de ces passions mobilisatrices du fascisme lorsqu'il a appelé ses partisans à tricher lors des élections de novembre. Lors de la convention républicaine à Dallas, il a demandé à des milliers de partisans de lever la main droite et de répéter un serment de loyauté personnelle notamment comprenant la déclaration suivante : «[Je m'en fiche d'être inscrit ou non. Je vais essayer de tricher comme des fous, comme eux](#)». Il s'agissait de bien plus qu'une simple atteinte aux normes démocratiques. C'était un rituel politique fasciste dans lequel la loyauté envers le chef, le mépris de la loi et le frisson de la transgression collective se fondaient en un spectacle de masse. Pourtant, cet incident a été absorbé par le tourbillon de l'actualité comme une énième performance bizarre de Trump. C'est ainsi que le fascisme devient banal : l'outrageant est rapporté, consommé et oublié avant même que sa signification ne puisse faire l'objet d'un jugement public durable. Ce qui aurait dû être perçu comme une urgence politique s'est dissous dans la culture de l'instantanéité, dépouillé de sa signification historique et réduit à un spectacle de plus sans conséquence.

La tâche politique ne peut se résumer à écarter du pouvoir des monstres individuels. Le langage de la monstruosité devient politiquement paralysant lorsqu'il individualise ce qui est systémique, en orientant l'attention vers des dirigeants pathologiques tout en laissant intactes les institutions, les intérêts économiques, les écosystèmes médiatiques, les hiérarchies raciales et les forces éducatives qui produisent une conscience autoritaire.

La question politique déterminante de notre époque n'est pas de savoir si les monstres sont de retour. Elle est de savoir quel type de société les produit, quelles formes de pouvoir ont besoin d'eux et quel mécanisme pédagogique apprend aux gens à les suivre. Le monstre n'est pas la fin de l'analyse, mais son point de départ. On ne peut vaincre le fascisme en écartant ses dirigeants les plus visibles tout en laissant intactes les machines économiques, politiques et culturelles qui les ont produits. La lutte contre le fascisme doit également s'attaquer au capitalisme mafieux, à la suprématie blanche, au militarisme, à l'État carcéral et aux institutions qui transforment les êtres humains en populations jetables.

Mais la résistance ne peut se nourrir uniquement d'indignation. Elle a besoin d'un langage de la possibilité et d'une politique capable de concrétiser l'espoir. L'espoir n'est ni de l'optimisme ni la foi que l'histoire s'oriente automatiquement vers la justice. C'est une pratique qui naît lorsque les gens refusent la solitude artificielle de la vie néolibérale, se découvrent les uns les autres dans la lutte et reconnaissent que ce qu'ils vivent comme une misère privée est souvent une blessure publique produite par les structures du pouvoir. Elle prend forme dans les syndicats, les salles de classe, les manifestations, les réseaux d'entraide, les mouvements abolitionnistes, les luttes pour la liberté palestinienne, les campagnes pour la justice envers les immigrés et les organisations capables de transformer la colère en pouvoir collectif.

Il y a déjà des signes indiquant qu'une telle politique peine à voir le jour aux États-Unis. La résurgence du socialisme démocratique, la croissance extraordinaire des Socialistes démocrates des États-Unis (DSA), les victoires électorales de candidats socialistes et le regain de militantisme syndical suggèrent qu'un nombre croissant de personnes ne sont plus disposées à accepter la tyrannie du marché comme horizon des possibilités politiques. Le DSA comptait plus de 120 000 membres à l'été 2026, parallèlement à un champ de plus en plus large de victoires électorales socialistes et de campagnes d'organisation. Ces évolutions ne doivent être ni idéalisées, ni confondues avec une transformation socialiste de masse. Mais elles ont leur importance car elles mettent en évidence ce que l'ordre établi veut désespérément faire passer pour impossible : le capitalisme est à nouveau désigné comme un problème politique, le socialisme est revenu dans la vie publique en tant que langage du possible, et la lutte collective vient briser l'affirmation étouffante selon laquelle il n'y a pas d'alternative.

L'espoir est dangereux pour le fascisme, car le pouvoir autoritaire se nourrit de l'isolement, de l'amnésie historique, de l'épuisement politique et de la conviction que rien ne peut changer. L'espoir militant brise cette conviction. Il transforme la souffrance privée en colère publique, les spectateurs en acteurs politiques, et la solitude dont se nourrit le fascisme en puissance collective. Contre la pédagogie de la peur, il crée [une pédagogie de la résistance](#) et du courage civique. Contre la culture de la cruauté, il fait de la solidarité une arme et de la justice une revendication collective. Face à une société organisée autour du jetable, elle insiste sur le fait que les êtres humains valent plus que les marchés, les frontières, la propriété et le profit, et que les institutions génératrices de misère, d'abandon et de violence organisée doivent être transformées.

La lutte va au-delà de la simple défaite des monstres qui occupent les sommets du pouvoir. Nous devons détruire les conditions qui les rendent possibles en construisant une politique démocratique de masse capable d'affronter la concentration des richesses, de démanteler les hiérarchies raciales et économiques, de défendre les biens publics, de briser l'emprise du militarisme et de rendre le pouvoir économique et politique aux gens ordinaires. La démocratie ne peut survivre en tant que coquille politique du capitalisme, vidée de sa substance tandis que le pouvoir économique concentré gouverne de l'intérieur. Elle doit devenir un mode d'organisation de la vie sociale elle-même, fondé sur l'égalité, le pouvoir collectif et la lutte pour un avenir juste.

[Il y a plus de quatre décennies, Manos Hadjidakis nous mettait en garde](#) : «Lorsque le visage du monstre cesse de nous effrayer, c'est là que nous devons avoir peur... car cela signifie que nous avons commencé à lui ressembler». Son avertissement n'a jamais été aussi pressant. Mais la ressemblance n'est pas une fatalité. Le monstre dépend de notre résignation, de notre silence, de notre isolement et, enfin, de notre conviction que la résistance est vaine. La forme la plus radicale d'espoir commence par le refus de ce mensonge. Les monstres sont le fruit de l'histoire, et la lutte collective peut les défaire. Cette lutte doit s'attaquer au capitalisme lui-même et construire une politique socialiste démocratique capable d'arracher le pouvoir aux élites au pouvoir, de le rendre aux gens ordinaires et de transformer l'espoir en une force capable de refaire le monde.

Source : [CounterPunch](#) via [China Beyond the Wall](#)